



Bruxelles, 23 juin 2020  
CLP Brussels/GL/sml

M. Giancarlo Marcheggiano  
Secrétaire Général pour les écoles  
européennes  
[giancarlo.marcheggia@eursc.org](mailto:giancarlo.marcheggia@eursc.org)

Monsieur le Secrétaire Général,

Mars dernier toutes les Ecoles Européennes ont soudainement fermé leurs portes.

C'était une décision pertinente et courageuse qui a certainement sauvé la santé d'un grand nombre de personnes. Du jour au lendemain, environ 20.000 élèves, leurs familles, des centaines d'enseignants et dirigeants de nos écoles y compris l'Office du Secrétaire Général des Ecoles Européennes (OSGES) et les associations de parents, ont été appelés à faire face une nouvelle réalité pour laquelle rien ne les avait préparés.

Personne ne pouvait prévoir exactement la suite. Toutefois à cause du danger et de l'angoisse provoquée par la situation sanitaire de la pandémie, élèves et personnel ont accueilli dans leur grande majorité la nouvelle avec soulagement. Les conséquences pratiques de cette décision ont montré très vite notre manque de préparation pour une telle situation et les difficultés d'assurer dans ce contexte, de la maternelle à la terminale S7, la « continuité pédagogique ».

Les enseignants devaient faire face à des problèmes inédits. Comment communiquer avec leurs élèves et par quel système ? Comment établir un dialogue avec la classe ? Quel doit être la quantité du travail transmise et le travail demandé de retour, afin de ne pas surcharger les élèves mais couvrir le syllabus ? Fallait-il se limiter aux devoirs données aux étudiants ou tenir aussi des cours par téléconférence? Comment pourrions-nous donner des réponses à ces questions ?

C'est un fait que, les niveaux de capacités de gestion de ces nouvelles plateformes variaient parmi les élèves et les enseignants. Certains étaient bien équipés d'autres moins et certains pas du tout. On ne devient pas un expert en enseignement à distance sur ordre et la situation se complique encore quand on ne peut même pas se procurer le matériel informatique nécessaire, les commerces étant fermés et les ventes à distance surchargées. Surtout, la situation de télétravail des parents a rendu dans la pratique les choses, surtout pour les élèves en bas âge, souvent plus difficiles.

Le personnel remercie les enseignants ont réussi à enseigner et ont pu également répondre aux de mails venant des parents. La plupart ont aussi offert de l'aide aux familles où ni enfants ni parents ne savaient maîtriser les systèmes. Compte tenu des circonstances et de leur



engagement le bilan est globalement positif, au-delà de la variété des situations selon les écoles ou les sections.

La question se pose maintenant sur la suite. Si le « confinement » a été assez ordonné, la sortie du confinement semble faite sur base de décisions ad hoc qui diffèrent dans chaque Etat Membre, alors que l'épidémie est toujours là.

Dans ce sens, nous estimons qu'il serait indiqué que la Commission et l'OSGES continuent à ne pas suivre automatiquement les décisions « nationales ». Nos écoles ont de particularités, leur grand nombre d'élèves, un système éducatif où il faut changer souvent de classe, de parents qui voyagent beaucoup, l'âge des parents est souvent dans les fourchettes d'âge à risque accru etc. Pour ces raisons notamment il serait indiqué que les écoles européennes aient un système qui pourra évaluer (screening) les décisions des Etats ou des Régions en matière de modalités de fonctionnement de réouverture etc., avant de décider de les suivre. Ces décisions ne doivent plus être confiés seulement aux Directeurs de nos écoles.

L'OSGES met sur place une « Task Force » qui doit communiquer avant la fin juillet 2020 au Conseil supérieur (Board of Governors of the European Schools) une évaluation des risques pour l'année scolaire 2020/2021 et de propositions concrètes pour diminuer ces risques.

Nous estimons qu'il faudrait établir non seulement des propositions et des scénarios, mais des vrais plans d'action pour les différents cas de figure, comme par exemple pour le cas où l'épidémie serait sous contrôle relatif et des mesures sanitaires (comme la distanciation physique, le port de masque, la division des classes etc.) seraient nécessaires, ou un éventuel fonctionnement hybride – mêlant enseignement à distance et « présentiel ». Il faudra également envisager l'éventualité de situations bien plus sévères, comme les « vagues » successives que craignent les épidémiologistes et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS/WHO).

Nous estimons qu'il serait dommage de ne pas profiter des mois des vacances pour améliorer la méthodologie et de renforcer en tout point la capacité de notre système d'offrir une éducation à distance, efficace et de haute qualité. Un tel système devrait tenir compte également compte des contraintes professionnelles des parents. Une concertation avec leurs principaux employeurs pourrait s'avérer très utile.

Non seulement les écoles devront être préparées, mais aussi les enfants, les parents et le personnel. Nous estimons que les différents plans d'action devraient être communiqués en toute transparence et le plus rapidement possible, afin que chacun puisse avoir une idée de ce que le futur pourrait réserver et qu'ils s'organisent en conséquence.

Comme le Comité local du personnel représentant les parents des élèves participants aux quatre écoles à Bruxelles, qui sont les plus touchés par la surpopulation – et par conséquent par les potentiels mesures anti-covid 19 liées à la réouverture – nous voudrions être officiellement impliqués dans le processus, afin que nous puissions participer à la fois à l'élaboration et à l'introduction des futures mesures.



Enfin, s'agissant de Bruxelles, votre attention est attirée sur le site temporaire prévu à Evere - avec les implications immédiates pour la distribution des classes et des élèves dans les 4 autres écoles - dont la préparation doit être surveillée afin d'assurer sa disponibilité à la rentrée 2021. Nous vous serions reconnaissant de nous informer sur le degré d'avancement de ce dossier. De même, le dossier de la 5ème école revêt le même degré d'urgence.

Veillez agréer Monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma plus haute considération.

*(e-Signed)*

George VLANDAS  
President of the LSC Brussels

*(e-Signed)*

Aleksander Kedra  
Vice-President of the LSC Brussels

cc : Ms. Elena MATUNDU, [helene.matundu-luzolo@eursc.eu](mailto:helene.matundu-luzolo@eursc.eu)  
[osg-contact@eursc.eu](mailto:osg-contact@eursc.eu)  
George Vlandas, President, LSC  
Aleksander Kedra, Vice-President, LSC  
Eleni Markou, Secretary-General, LSC